

Le Parlement britannique s'est ajourné jusqu'au 10 octobre, après avoir adopté une loi qui prolonge encore de sept mois la durée du terme parlementaire. Jamais, depuis deux ans, les chambres ne se sont séparées dans des conditions aussi satisfaisantes, en ce qui concerne la conduite de la guerre. C'est ce que les ministres, en particulier M. Lloyd George, ont fait ressortir au cours des débats qui ont précédé l'ajournement. Tous ont exprimé les sentiments de confiance inspirés par les récents événements.

Si, de ce point de vue, le ministère a raison de se réjouir, il n'en est pas de même quant à la situation politique. La session qui vient de se clore a été difficile et embarrassante pour le gouvernement. La question irlandaise a failli disloquer le cabinet, et l'avortement du projet de *home rule*, à la fois immédiat dans son application et provisoire dans quelques-uns de ses détails, a causé un vif désappointement et fait un tort immense au ministère. L'autorité et le prestige de M. Asquith ont subi une rude atteinte. Ce malheureux épisode a semblé donner une recrudescence au mécontentement manifesté déjà par certains groupes. La formation du ministère de coalition avait virtuellement supprimé toute opposition régulière, les principaux chefs des deux partis se trouvant tous unis dans la même responsabilité pour l'accomplissement de la même tâche patriotique. Les récents événements ont donné naissance à une opposition nouvelle, formée d'éléments divers, à la tête de laquelle figurent en première ligne sir Edward Carson et M. Winston Churchill.

Dans une de ses lettres au *Star*, M. T.-P. O'Connor, commente ainsi la situation produite à la suite de la constitution du ministère de coalition : " Pendant quelques mois, la Chambre des communes, bien qu'il n'y eût apparemment rien de changé dans sa composition, avait perdu son âme, son coeur, sa réalité. Elle était semblable à un corps animé d'une